



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 mars 2014

Original : français

Lettre datée du 26 mars 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le sixième rapport mensuel du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), établi en application du paragraphe 12 de la résolution [2118 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité (voir annexe). La présente lettre contient également les informations demandées par le Conseil sur les activités menées du 23 février au 22 mars 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour mettre en œuvre ladite résolution.

Introduction

Durant la période considérée, la République arabe syrienne a accéléré le rythme auquel elle procède à l'enlèvement des armes chimiques de son territoire et a accompli des progrès importants dans la réduction de son arsenal. Au 22 mars 2014, le pourcentage de matières enlevées et détruites avait atteint 53,6 %. Ceci inclut environ 35 % de matières chimiques hautement prioritaires et plus de 80 % d'autres matières chimiques enlevées, ainsi que 93 % des stocks déclarés d'isopropanol et dont la destruction a été vérifiée.

Les transports ont été effectués d'après un plan échelonné, qui a été adopté par la République arabe syrienne et qui prévoit que toutes les matières liées aux armes chimiques seront enlevées du territoire d'ici au 13 avril 2014, à l'exception de celles qui sont entreposées dans deux sites auxquels il est actuellement impossible d'accéder en raison des mauvaises conditions de sécurité. Il est prévu que toutes les matières seront enlevées ou détruites dans le pays d'ici à la fin d'avril 2014, pour autant qu'il soit possible d'y avoir accès en toute sécurité. Les plus hautes autorités syriennes ont réaffirmé leur détermination à démanteler le programme d'armement chimique du pays et à accélérer, autant que possible, le rythme des enlèvements des matières afin de se conformer aux obligations imposées par la résolution [2118 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité et les décisions pertinentes du Conseil exécutif de l'OIAC.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (27 mars 2014).



Activités de démantèlement du programme d'armement chimique de la République arabe syrienne

Le 14 février 2014, la République arabe syrienne a présenté un plan échelonné à la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme des armes chimiques de la République arabe syrienne (Mission conjointe) détaillant le calendrier des transports des matières liées aux armes chimiques depuis les sites de stockage jusqu'au port d'embarquement en vue de leur enlèvement du pays.

À la suite de consultations avec le Groupe de planification des opérations de l'OIAC et la Mission conjointe, les autorités syriennes ont, le 23 février 2014, présenté un plan révisé prévoyant des délais plus serrés et définissant des objectifs d'étape, comme indiqué ci-dessus. Durant la période considérée, la Mission conjointe a continué de travailler avec la République arabe syrienne afin qu'elle accélère le transport, dans des conditions adaptées aux volumes à transporter, de toutes les matières liées aux armes chimiques, en s'attachant en particulier aux matières hautement prioritaires dont la destruction à l'extérieur du pays nécessitera du temps.

Durant la période considérée, la République arabe syrienne a transporté huit chargements de matières liées aux armes chimiques vers Lattaquié pour qu'ils soient expédiés à l'extérieur du pays, portant à 11 le nombre de chargements depuis le début des opérations. En particulier, ont été enlevées la totalité du stock déclaré d'ypérite au soufre, plus connu sous le nom de « gaz moutarde », le 26 février 2014, et d'importantes quantités d'armes chimiques binaires.

Conformément aux procédures en vigueur, la Mission conjointe a prélevé des échantillons et effectué des analyses, et procédé à des vérifications étendues de l'enlèvement de toutes les matières liées aux armes chimiques, soit sur place, lorsque les conditions de sécurité le permettaient, soit à distance au moyen de caméras de surveillance. Des vérifications et inspections supplémentaires ont été effectuées à une aire de stationnement temporaire près de Damas pour un chargement et au port de Lattaquié avant le chargement des différentes cargaisons.

En ce qui concerne la destruction des matières liées aux armes chimiques dans le pays, la République arabe syrienne a détruit au cours de l'année environ 93 % de ses quantités d'isopropanol et 87 % des conteneurs vides renfermant des résidus d'ypérite au soufre, avant l'échéance intermédiaire du 1^{er} mars 2014. Ces destructions ont été vérifiées par la Mission conjointe. Les matières restantes sont stockées sur les deux sites qui sont actuellement inaccessibles en raison des mauvaises conditions de sécurité. Les autorités syriennes ont fait savoir que ces matières seraient aussi détruites sur place dès qu'il sera possible d'accéder aux sites. La destruction sera vérifiée par la Mission conjointe.

En ce qui concerne la destruction des usines de production d'armes chimiques, la République arabe syrienne a mis hors d'usage tout le matériel de fabrication, de mélange et de remplissage en octobre 2013, puis détruit toutes les installations de fabrication mobiles, de même que le matériel spécialisé et les installations spéciales d'un certain nombre d'usines. Ces activités ont été vérifiées par la Mission conjointe lorsque les conditions de sécurité l'ont permis. Toutefois, du matériel standard et certains bâtiments, dont des hangars et des réseaux de tunnels, n'ont pas pu être détruits avant l'échéance intermédiaire du 15 mars 2014. Le 7 mars 2014, le

Conseil exécutif de l'OIAC a demandé à la République arabe syrienne d'élaborer, en étroite coopération avec ses experts, un plan détaillé révisé pour la destruction de ces installations assorti de mesures de vérification, et de le lui présenter. En conséquence, la République arabe syrienne a organisé la visite d'une équipe d'experts de l'OIAC, dont les travaux ont été appuyés par la Mission conjointe, en vue d'aider à la finalisation d'un plan détaillé révisé de destruction. Le plan révisé devrait être examiné par le Conseil exécutif à sa prochaine séance, le 28 mars 2014. En attendant, la Mission conjointe continue d'encourager la République arabe syrienne à détruire au plus tôt le matériel et les bâtiments restants de manière à ce que les vérifications puissent se faire au fur et à mesure.

Au cours de la période considérée, la Coordonnatrice spéciale de la Mission conjointe a continué à collaborer avec la République arabe syrienne et d'autres États Membres contribuant au processus d'élimination du programme d'armes chimiques. Elle a eu des entretiens réguliers avec de hauts responsables syriens à Damas, s'est rendue à Washington, Londres et Paris et a informé des États Membres à New York, à La Haye, à Nicosie et à Beyrouth des progrès accomplis dans sa mise en œuvre.

La Mission conjointe s'est attachée, avec les États Membres, à faciliter la livraison de l'équipement d'appui logistique restant et du matériel nécessaire aux mouvements terrestres et à mieux assurer le traitement et le chargement des matières liées aux armes chimiques au port de Lattaquié. Les 27 et 28 février 2014, la Mission conjointe a favorisé la tenue par le Directeur général de l'OIAC d'une réunion des États Membres aidant dans le cadre des mouvements maritimes. La réunion a permis de mieux s'entendre sur les conditions applicables au transit des matières chimiques vers les différentes installations de destruction de ces matières.

La situation en matière de sécurité en République arabe syrienne est demeurée très tendue et a continué à poser des difficultés sur le terrain. Lors de l'opération d'enlèvement du 9 mars 2014, six roquettes ont touché Lattaquié, blessant plusieurs civils syriens et endommageant des biens situés à une certaine distance de la zone portuaire. Le 14 mars 2014, les autorités syriennes ont signalé qu'elles avaient pris des mesures pour empêcher qu'une autre attaque à la roquette ne soit lancée contre la ville lors d'une opération d'enlèvement. Le 19 mars 2014, deux autres roquettes sont tombées sur Lattaquié la veille d'une opération d'enlèvement, causant une fois de plus des blessés. Les incidents n'ont pas entravé le déroulement des opérations. À la suite de la première attaque, les autorités syriennes ont réévalué la situation sécuritaire et mis en place des mesures d'atténuation supplémentaires et les mouvements se sont dans l'ensemble poursuivis comme prévu.

Au cours de la période considérée, la République arabe syrienne a communiqué, par intermittence, à la Mission conjointe des informations qu'elle avait reçues concernant des attaques prévues sur les installations de stockage et les convois d'armes chimiques. Les autorités syriennes lui ont également fait part des mesures d'atténuation qu'elles avaient prises pour protéger les matières chimiques et le personnel chargé des opérations d'enlèvement. Par ailleurs, comme indiqué ci-dessus, la situation en matière de sécurité a continué à entraver l'accès à des installations de stockage. La nature précaire et instable de la situation montre encore à quel point il importe de diligenter et de sécuriser l'enlèvement des matières liées aux armes chimiques du territoire de la République arabe syrienne.

La Mission conjointe continue d'évaluer la situation en matière de sécurité afin de déterminer les menaces qui pèsent sur son personnel et ses biens et

d'atténuer les risques auxquels il s'expose. Elle continue de renforcer les procédures de sûreté et de sécurité à son siège et lors de ses opérations sur le terrain. Dans le cadre de cette évaluation constante, la Mission conjointe se penche sur les mesures visant à réduire sa présence sur le terrain en République arabe syrienne, notamment compte tenu du fait que l'achèvement des opérations d'enlèvement des matières liées aux armes chimiques est prévu pour avril 2014. Comme je l'ai indiqué dans mes rapports précédents, la sécurité de la Mission conjointe incombe en dernière analyse à la République arabe syrienne, et les autorités syriennes doivent continuer à assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel de l'OIAC et des Nations Unies opérant dans le pays.

Conclusion

La République arabe syrienne a réalisé d'importants progrès dans le domaine de l'enlèvement des matières liées aux armes chimiques au cours des dernières semaines. Je félicite les autorités syriennes de la coopération constructive dont elles ont fait preuve à cet égard.

L'enlèvement et la destruction des éléments restants du programme d'armes chimiques doivent être rapidement menés à bien. Le climat difficile dans lequel se déroulent les opérations et le nombre croissant d'incidents liés à la sécurité témoignent du caractère urgent de la situation.

Durant le mois d'avril, et en conformité avec le plan révisé, tout le reste des matières liées aux armes chimiques doit être enlevé du territoire de la République arabe syrienne, y compris les matières chimiques stockées dans des installations qui sont actuellement inaccessibles. Le reste des quantités d'isopropanol et de conteneurs vides avec des résidus de gaz moutarde sulfureux doit être détruit. En outre, j'espère que d'autres progrès seront faits dans le domaine de la destruction des installations de production d'armes chimiques.

Je tiens à exprimer ma gratitude aux États Membres qui continuent à fournir des fonds et des biens considérables destinés à contribuer à l'enlèvement et à la destruction des matières liées aux armes chimiques de la République arabe syrienne. Au moment où la situation dans le pays demeure peu encourageante, cet engagement de la communauté internationale est essentiel pour assurer l'élimination à temps du programme d'armes chimiques qui s'inscrit dans le cadre d'efforts plus vastes déployés dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de l'ensemble de la population de la République arabe syrienne.

Je remercie également la Coordinatrice spéciale et le personnel de la Mission conjointe de l'œuvre inlassable qu'ils mènent dans des conditions souvent risquées et dangereuses à l'intérieur de la République arabe syrienne.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter d'urgence le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon

Annexe

[Original : anglais]

**Lettre datée du 24 mars 2014, adressée au Secrétaire général
par le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction
des armes chimiques**

J'ai l'honneur de vous faire tenir pour transmission au Conseil de sécurité, mon rapport intitulé « Progrès accomplis dans l'élimination du programme d'armes chimiques syrien », établi conformément aux dispositions pertinentes de la décision EC-M-33/DEC.1 du Conseil exécutif de l'OIAC et de la résolution [2118 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, toutes les deux en date du 27 septembre 2013 (voir pièce jointe). Le rapport, qui porte sur la période du 23 février au 22 mars 2014, fait également suite à la décision EC-M-34/DEC.1 du Conseil exécutif, en date du 15 novembre 2013.

(Signé) Ahmet Üzümcü

Pièce jointe

[Original : anglais, arabe, chinois,
espagnol, français et russe]

Progrès accomplis dans l'élimination du programme d'armes chimiques syrien

1. Conformément à l'alinéa f) du paragraphe 2 de la décision prise par le Conseil exécutif (« le Conseil ») à sa trente-troisième réunion (EC-M-33/DEC.1 du 27 septembre 2013), le Secrétariat technique (« le Secrétariat ») fait mensuellement rapport au Conseil sur l'application de cette décision. Conformément au paragraphe 12 de la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité de l'ONU, le rapport du Secrétariat est également présenté au Conseil de sécurité par l'entremise du Secrétaire général. Le présent document est le sixième rapport mensuel à ce sujet.

2. À sa trente-quatrième réunion, le Conseil a adopté une décision intitulée « Détail des conditions applicables à la destruction des armes chimiques syriennes et des installations de fabrication d'armes chimiques syriennes » (EC-M-34/DEC.1 du 15 novembre 2013). Au paragraphe 22 du dispositif de cette décision, le Conseil a décidé que le Secrétariat ferait rapport sur l'application de la décision « en complément des rapports qu'il est tenu de faire au titre de l'alinéa f) du paragraphe 2 de la décision EC-M-33/DEC.1 du Conseil ».

3. Le présent rapport est donc soumis conformément aux deux décisions susmentionnées du Conseil et contient des informations relatives à leur mise en œuvre pendant la période du 23 février au 22 mars 2014.

Progrès accomplis par la République arabe syrienne pour satisfaire aux dispositions des décisions EC-M-33/DEC.1 et EC-M-34/DEC.1

4. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 1 de la décision EC-M-33/DEC.1, la République arabe syrienne est tenue d'achever l'élimination, au cours du premier semestre de 2014, de tous les équipements et matières liés aux armes chimiques. Les paragraphes 2 et 3 de la décision EC-M-34/DEC.1 précisent les dates d'achèvement intermédiaires pour le retrait et la destruction des armes chimiques syriennes avant leur élimination complète au cours du premier semestre de 2014. Les progrès accomplis par la République arabe syrienne pendant la période considérée pour s'acquitter de ces obligations sont les suivants :

a) Conformément aux alinéas a) ii) et iii) du paragraphe 2 de la décision EC-M-34/DEC.1, tous les produits chimiques figurant dans ces alinéas devaient avoir été retirés du territoire de la République arabe syrienne au plus tard le 31 décembre 2013 et le 5 février 2014, respectivement. Comme indiqué antérieurement, ces objectifs n'ont cependant pas été atteints. Le 23 février 2014, la République arabe syrienne a communiqué au Directeur général un calendrier modifié de retrait de tous les produits chimiques. D'après ce calendrier modifié, la République arabe syrienne entend achever le retrait de tous les produits chimiques de son territoire d'ici le 13 avril 2014, exception faite des produits chimiques se trouvant dans des installations inaccessibles à l'heure actuelle. Ces produits chimiques pourraient être retirés dès qu'il sera jugé que les circonstances permettent d'effectuer des transports à partir de ces sites, mais en tout état de cause il est prévu

que leur transport se fasse au plus tard le 27 avril 2014, conformément au calendrier révisé;

b) Pendant la période considérée, une quantité importante de produits chimiques a été retirée du territoire de la République arabe syrienne. À la date limite fixée pour l'établissement du présent rapport, la République arabe syrienne avait procédé au total à 11 expéditions de produits chimiques prioritaires vers le port d'embarquement de Lattaquié (dont 8 pendant la période considérée), d'où ces produits ont été chargés à bord des navires danois et norvégien. Ces envois les plus récents signifient que près de 35 % des produits chimiques de priorité 1 déclarés et plus de 80 % des produits chimiques de priorité 2 déclarés (soit un total combiné de 49,3 % de produits chimiques de priorité 1 et de priorité 2), dont la destruction est prévue en dehors de la République arabe syrienne, ont désormais été retirés du territoire syrien. La vérification de la destruction du chiffre total de 93 % des stocks déclarés d'isopropanol ayant eu lieu, le pourcentage global des produits chimiques tant retirés que détruits s'élève donc à 53,6 %. Le retrait des produits chimiques de la République arabe syrienne, notamment pendant la période considérée, s'est certes accéléré, mais la date limite du 31 mars 2014 qui avait été fixée à l'alinéa a) du paragraphe 3 de la décision EC-M-34/DEC.1 pour la destruction effective des produits chimiques de priorité 1 ne sera néanmoins pas respectée;

c) Conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2 de la décision EC-M-34/DEC.1, il a été demandé à la République arabe syrienne de détruire toutes ses installations de fabrication d'armes chimiques d'ici au 15 mars 2014. Cet objectif n'a cependant pas été atteint. Comme indiqué antérieurement, 26 installations de fabrication d'armes chimiques ont été déclarées au total. Pendant la période considérée, la République arabe syrienne a mené d'autres activités de destruction dans les installations de fabrication d'armes chimiques déclarées. À la date limite fixée pour l'établissement du présent rapport, sur ces 26 installations, 8 unités mobiles avaient été détruites et vérifiées; dans 1 des installations, tous les bâtiments et le matériel spécialisés déclarés avaient été détruits et vérifiés; dans 4 installations, tous les bâtiments et le matériel spécialisés/courants déclarés avaient été détruits mais la vérification devait encore y être effectuée; et dans 12 installations, il restait à procéder à la destruction et à la vérification du matériel courant et/ou des bâtiments spécialisés/de type courant. Comme elle y avait été invitée par le Conseil à sa soixante-quinzième session (par 7.13 du document EC-75/2 du 7 mars 2014), la République arabe syrienne élabore actuellement un plan détaillé révisé de destruction des installations de fabrication d'armes chimiques restantes, qui doit être soumis au Secrétariat pour que les plans de destruction et de vérification combinés puissent être soumis au Conseil et faire l'objet d'un accord entre le Conseil et la République arabe syrienne lors de la quarantième réunion du Conseil le 28 mars 2014;

d) Conformément au paragraphe 19 de la décision EC-M-34/DEC.1, la République arabe syrienne est tenue de présenter au Conseil un rapport mensuel sur les activités qui se déroulent sur son territoire en matière de destruction d'armes chimiques et d'installations de fabrication d'armes chimiques. Le quatrième rapport de ce type a été soumis au Secrétariat le 17 mars 2014 et communiqué au Conseil (EC-M-40/P/NAT.1 du 17 mars 2014);

e) Le 7 mars 2014, la République arabe syrienne a présenté un amendement à sa déclaration initiale. Le Secrétariat sollicite à l'heure actuelle des éclaircissements sur cet amendement;

f) Conformément à l'alinéa e) du paragraphe 1 de la décision EC-M-33/DEC.1 et au paragraphe 7 de la résolution 2118 (2013), la République arabe syrienne est tenue d'apporter sa pleine coopération à tous les aspects de la mise en œuvre de la décision et de la résolution. Les autorités syriennes ont continué d'apporter la coopération nécessaire à la Mission conjointe OIAC-ONU en République arabe syrienne (« la Mission conjointe ») dans la conduite de ses activités au cours de la période considérée.

Activités entreprises par le Secrétariat concernant la République arabe syrienne

5. Une coopération effective avec l'ONU, dans le cadre de la Mission conjointe, s'est poursuivie grâce à une coordination étroite entre les deux organisations et les bureaux à New York, à La Haye, à Chypre et à Damas. À la date limite fixée pour l'établissement du présent rapport, 17 fonctionnaires de l'OIAC étaient déployés au sein de la Mission conjointe à Damas et à Lattaquié, et 1 spécialiste de la logistique se trouvait à Beyrouth. Une équipe de cinq experts a également été temporairement déployée du 11 au 21 mars 2014, conformément à la demande formulée par le Conseil à sa soixante-quinzième session au sujet des installations de fabrication d'armes chimiques (par. 7.14 du document EC-75/2). De plus amples informations sur l'équipe d'experts sont données au paragraphe 9 ci-dessous.

6. Le Directeur général et la Coordinatrice spéciale de la Mission conjointe, M^{me} Sigrid Kaag, sont restés en contact régulier. La Coordinatrice spéciale a fait le point de la situation à l'intention du Conseil le 4 mars 2014. Le Directeur général a poursuivi ses rencontres avec de hauts représentants des États parties qui ont proposé d'accueillir une installation de destruction ou d'apporter une assistance au titre du transport ou de la destruction, et communique régulièrement avec les hauts représentants officiels du Gouvernement syrien. Le Secrétariat a continué de faire des exposés hebdomadaires aux États parties à La Haye au nom du Directeur général. Le Conseil, à sa soixante-quinzième session, ayant invité le Directeur général à présenter chaque semaine aux délégations des informations sur les progrès accomplis dans l'exécution du plan de retrait des armes chimiques syriennes (par. 7.12 du document EC-75/2), ces exposés ont à présent été formalisés.

7. En raison de l'accélération du rythme des activités de retrait, la Mission conjointe a participé très activement à la vérification des opérations de conditionnement et de chargement des produits chimiques avant leur transport vers le port d'embarquement de Lattaquié. Comme indiqué précédemment, les activités dans les installations de stockage d'armes chimiques ont consisté à vérifier les produits chimiques par rapport à la déclaration initiale, à dresser un inventaire des produits chimiques chargés dans chaque conteneur d'expédition, à procéder à un prélèvement aléatoire d'échantillons et à apposer des scellés sur les conteneurs. Pendant la période considérée, les autorités syriennes ont commencé à utiliser les « enveloppes de blindage » achetées grâce à un financement de la Mission conjointe et destinées à fournir une protection supplémentaire aux conteneurs remplis de produits chimiques liquides. À l'arrivée des conteneurs à Lattaquié, les documents d'inventaire de chaque conteneur d'expédition ont été vérifiés, l'intégrité des scellés

a été confirmée et le contenu des conteneurs a été vérifié sur une base aléatoire. Une fois les conteneurs chargés, dans le plein respect des normes de sécurité, à bord des navires de charge, ceux-ci ont regagné les eaux internationales où, tout comme les escortes navales, ils attendront d'autres livraisons de produits chimiques arrivant à Lattaquié.

8. Le personnel de la Mission conjointe s'est également rendu dans plusieurs installations de fabrication d'armes chimiques pour vérifier les activités de destruction menées par la République arabe syrienne. En outre, du personnel de la Mission conjointe s'est rendu dans deux installations de stockage d'armes chimiques pour confirmer qu'elles ne contenaient plus d'armes chimiques. Un rapport de clôture a été rempli et signé pour une de ces installations de stockage d'armes chimiques, et un rapport de clôture pour la deuxième installation de stockage sera prochainement soumis aux autorités syriennes. Quatre autres installations de stockage d'armes chimiques sont vides et doivent encore faire l'objet d'une vérification par le personnel de la Mission conjointe.

9. Comme il a été mentionné ci-dessus, suite à la demande formulée par le Conseil lors de sa soixante-quinzième session (par. 7.14 du document EC-75/2), le Secrétariat a dépêché une équipe d'experts en République arabe syrienne pour qu'elle procède aux études nécessaires et qu'elle donne des avis appropriés à la République arabe syrienne en vue de faciliter les préparatifs, par les autorités syriennes, du plan détaillé de destruction révisé demandé par le Conseil pour les 12 installations de fabrication d'armes chimiques restantes. L'équipe d'experts est arrivée en République arabe syrienne le 11 mars 2014 et s'est rendue dans six installations de fabrication d'armes chimiques, en visitant notamment deux types de hangars (simple et double) ainsi que quatre des cinq structures souterraines (tunnels). Une structure souterraine n'a pas pu être visitée pour des questions de sécurité. Sur la base du résultat des visites sur place et des discussions approfondies qu'elle a eues avec l'équipe d'experts du Secrétariat, la République arabe syrienne devrait présenter au Secrétariat son plan révisé détaillé de destruction des installations de fabrication d'armes chimiques restantes.

10. Comme indiqué précédemment, à sa trente-huitième réunion, le Conseil a approuvé un accord type (EC-M-38/DEC.1 du 30 janvier 2014) précisant les arrangements régissant les inspections sur place dans les installations commerciales sélectionnées conformément au paragraphe 24 de la décision EC-M-34/DEC.1 ou parrainées par des États parties en application du paragraphe 7 de la décision EC-M-36/DEC.2. Sur la base de cet accord type, le Secrétariat a mené des négociations avec les Gouvernements de l'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. À sa soixante-quinzième session, le Conseil a approuvé un accord avec la Finlande et un arrangement avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (EC-75/DEC.4 et EC-75/DEC.3 respectivement, tous deux du 5 mars 2014). Un arrangement avec l'Allemagne et un accord d'installation avec les États-Unis d'Amérique sont en cours de finalisation dans le but de soumettre ces documents au Conseil pour approbation à sa quarantième réunion. Une fois que les activités de destruction auront démarré dans ces installations, le Directeur général fera état des progrès accomplis dans ses rapports mensuels, comme le prescrit le paragraphe 4 de la décision EC-M-38/DEC.1.

11. Comme indiqué précédemment, le Secrétariat, qui y était tenu en application du paragraphe 13 de la décision EC-M-34/DEC.1, a établi un projet d'accord d'installation pour les installations de stockage d'armes chimiques syriennes et a soumis ce projet aux autorités syriennes pour que celles-ci formulent des observations, qui sont encore en instance.

Ressources supplémentaires

12. Comme il en est rendu compte dans le rapport mensuel précédent, plusieurs États parties fournissent une aide et des ressources aux fins du transport, du retrait et de la destruction des armes chimiques syriennes. Tout le matériel demandé par la République arabe syrienne a désormais été fourni, que ce soit par l'intermédiaire de la Mission conjointe ou en vertu d'arrangements bilatéraux, et tous les éléments nécessaires au retrait des armes chimiques du territoire de la République arabe syrienne puis à leur destruction sont maintenant en place.

13. À la date limite fixée pour l'établissement du présent rapport, le solde du Fonds d'affectation spéciale (Syrie) pour la destruction des armes chimiques s'élevait à 47,5 millions d'euros. Des contributions ont été reçues des pays suivants : Allemagne, Australie, Bulgarie, Canada, Finlande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie, ainsi que de l'Union européenne. Il s'agit notamment de contributions initialement versées au premier Fonds d'affectation spéciale de l'OIAC pour la Syrie et par la suite virées, en totalité ou en partie, à la demande du donateur, au Fonds d'affectation spéciale (Syrie) pour la destruction des armes chimiques. Une autre contribution de 2 millions d'euros est attendue de la part de l'Italie, et l'Inde s'est engagée à verser une contribution d'environ 736 000 euros.

Conclusion

14. Avec l'accélération du rythme de retrait que l'on constate actuellement, des progrès importants ont été accomplis en vue du respect de la date butoir du 30 juin 2014, à l'issue duquel la destruction de tous les produits chimiques déclarés doit avoir été achevée.

15. La République arabe syrienne a réaffirmé son engagement à éliminer complètement ses armes chimiques avant cette date butoir. Pour atteindre cet objectif, il sera important de maintenir, voire d'intensifier, la dynamique actuelle des activités de retrait.